

**REGIE DE QUARTIER DES HAUTS DE ROUEN**

**CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE**

**2005-2007**

**Entre les soussignés :**

- La Ville de ROUEN, représentée par Elisabeth BOUDIER, Adjointe au Maire chargée de l'économie et de l'emploi, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville en exécution de la délibération du Conseil Municipal en date du 18 mars 2005,

Ci-après dénommée par les termes "**la Ville**"

**D'une part,**

**ET :**

- L'Association Régie de Quartier des Hauts de Rouen, dont le siège est situé 26 rue Newton – Immeuble Hyades à Rouen (76 000), représentée par sa Présidente, Monique KOWALSKI, habilitée à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du .....

Ci-après dénommée par les termes "**l'Association**"

**D'autre part,**

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

## EXPOSE

Le développement de la vie associative répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les citoyens des solidarités plus fortes.

Les structures associatives permettent en effet de répondre aux attentes en matière de loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales, de services collectifs.

Elles sont aujourd'hui des acteurs à part entière de la vie sociale et leurs activités constituent souvent un prolongement nécessaire de l'action municipale.

Afin d'accompagner le mouvement associatif local et de contribuer au développement et à la pérennité des activités associatives et des structures elles-mêmes, la Ville souhaite :

- assurer aux associations dont les actions présentent une utilité sociale reconnue de tous au plan local, un concours destiné à leur permettre de poursuivre leurs activités,
- rechercher les moyens qui apporteraient une information et une formation au mouvement associatif,
- impliquer les associations à la réalisation d'actions en faveur des Rouennais.

Pour ce faire, la Ville propose de mettre en oeuvre une politique de partenariat avec les associations locales, passant par la conclusion de conventions d'objectifs pluriannuelles.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement social sur les Hauts de Rouen, la Ville souhaite conclure une convention avec l'Association dont l'objet est l'insertion sociale et professionnelle des habitants des Hauts de Rouen, la contribution des habitants à l'entretien de leur quartier et l'amélioration du lien social.

Cette convention respectera, d'une part, la politique décidée par la Ville en faveur du développement social urbain des quartiers inscrits en Grand Projet de Ville et, d'autre part, l'objet de l'Association défini à l'article 2 de ses statuts déposés en préfecture le 23 juin 1998.

## **Article 1. - Objet**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre la Ville et l'Association.

Ce partenariat se concrétise par :

- la détermination d'objectifs communs, d'actions à réaliser et des moyens alloués par la Ville suivant les règles fixées dans la présente convention,
- la mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées dans ce cadre.

## **Article 2. - Durée**

La présente convention prend effet à la date de sa signature et expire au **31 décembre 2007**, sauf résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal.

## **Article 3. - Objectifs**

La présente convention porte sur le soutien de la Ville de Rouen à la régie de quartier au titre de deux de ses missions :

- ✓ Accompagnement social et professionnel de salariés et habitants de Rouen :

Il s'agit d'engager avec tout habitant ou salarié en exprimant le besoin un accompagnement adapté pour l'aider à résoudre ses difficultés en matière d'insertion professionnelle ou sociale (problèmes de logement, de santé...).

Il est attendu que ce travail s'inscrive en permanence dans une logique partenariale avec l'ensemble des acteurs des Hauts de Rouen compétents (Maison de l'Emploi et de la Formation, Maison de Justice et du Droit, services sociaux, ...).

En outre, la régie de quartier doit pouvoir être mieux identifiée par les habitants et les partenaires institutionnels comme un acteur ressource du quartier. Une attention particulière devra être portée sur les actions à mettre en œuvre par la régie de quartier afin qu'elle ait une visibilité et une légitimité fortes sur les Hauts de Rouen et qu'elle puisse ainsi se développer dans le temps. La Ville de Rouen est prête à accompagner la régie de quartier dans cette démarche.

✓ Gestion du service de transport aux associations adhérentes :

Ce service consiste en la prise en compte des demandes des structures, l'établissement des plannings de route, les confirmations écrites aux utilisateurs et les comptes-rendus mensuels à destination de la Ville.

Ce fonctionnement doit cependant pouvoir évoluer, ce système ne donnant pas à ce jour entière satisfaction aux utilisateurs. Un travail partenarial entre la Ville de Rouen et la régie de quartier doit s'engager dès 2005 pour l'améliorer.

Chaque partie s'engage, pour ce qui la concerne, à mettre en oeuvre ces objectifs, en fonction des moyens qui seront affectés à leur réalisation.

#### **Article 4. - Concours financiers apportés par la Ville**

Pour *l'année 2005*, les concours financiers apportés par la Ville à l'Association sont les suivants :

20 600 € pour l'accompagnement social et professionnel  
12 000 € pour le service de transport  
Soit une subvention de 32 600 € pour l'année 2005.

Pour les deux années suivantes, les moyens accordés par la Ville sont définis en fonction du respect des dispositions des articles 7 et 8 de la présente convention, étant précisé que ces concours financiers sont fixés lors du vote du budget primitif de chaque année.

Ces concours font l'objet d'une notification par simple lettre à l'Association.

#### **Article 5. - Versement de la subvention**

Sous réserve des dispositions de l'article 7 de la présente convention, il est procédé au versement de la subvention de la manière suivante :

- après le vote du Budget Primitif, un acompte correspondant à **40 %** du montant de la subvention votée au budget,

- avant la fin du mois de *mai*, un acompte correspondant à **40 %** du montant de la subvention votée à ce même budget,

- **le solde**, dès réception des documents comptables de l'Association relatifs au dernier exercice clos, certifiés conformément aux dispositions de l'article 7.1.2.

## **Article 6. - Moyens mis à disposition**

Dans le cas où la Ville de ROUEN mettrait à disposition de l'association des moyens en matériel ou en personnel en plus des subventions prévues par la présente convention, ces mises à disposition feront l'objet de conventions spécifiques qui seront annexées à la présente convention.

## **Article 7. - Engagements de l'association**

### *7.1. - Obligations comptables et contrôle de l'utilisation des fonds*

#### *7.1.1 - Comptabilité*

L'Association s'engage à respecter les dispositions légales relatives aux obligations comptables des structures associatives et au contrôle de l'utilisation des fonds publics, notamment l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que les lois n°92-125 du 6 février 1992 et n°93-112 du 29 janvier 1993 et leurs décrets d'application.

***Le cas échéant, elle nomme au moins un commissaire aux comptes et un suppléant, conformément aux dispositions de l'article 29 bis de la loi n°84-148 du 1er mars 1984, relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.***

***Pour ce faire, elle tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable général et aux adaptations qui en découlent en application de l'arrêté du 8 avril 1999 portant homologation du règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, et fondations, et respecte la législation fiscale et sociale propre à son activité.***

***Ainsi, l'association doit transmettre à la Ville, au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture du dernier exercice, le bilan, le compte de résultat et les annexes du dernier exercice clos certifiés conformément aux dispositions de l'article 7.1.2.***

Les montants versés par la Ville, les autres collectivités territoriales et organismes divers doivent expressément figurer de manière détaillée en annexe des comptes qui sont transmis.

#### *7.1.2. - Certification des comptes*

Les obligations qui incombent à l'Association en matière de certification des comptes varient selon le montant de la subvention que la Ville lui verse.

Elle transmet les documents comptables signés par le président de l'Association auxquels est joint le compte-rendu de l'Assemblée Générale ayant approuvé les comptes annuels.

### *7.1.3. - Contrôle des fonds publics*

L'Association s'engage à rendre compte, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tiendra sa comptabilité à la disposition de la Ville. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville.

A défaut de la production des documents comptables et de ceux stipulés à l'Article 7.4., la Ville se réserve le droit de ne pas procéder au versement de sa participation financière.

### *7.2. - Gestion*

L'Association veille, chaque année, à équilibrer son budget et cherche à développer ses ressources propres.

### *7.3. - Promotion de la Ville*

L'Association doit faire état du soutien de la Ville dans tout document, tant à usage interne qu'à destination du public.

L'utilisation du logo de la Ville doit respecter la charte graphique fournie à cet effet.

Un accord entre les parties à la présente convention, à intervenir par échanges de courriers à l'initiative de la Ville, précise les modalités exactes des mesures tendant à promouvoir la Ville.

### *7.4. - Information sur l'activité de l'Association*

L'Association fournit, chaque année, un bilan détaillé d'activité de l'année précédente, le rapport moral de la dernière assemblée générale ordinaire et un projet d'activités pour l'exercice suivant.

L'Association doit également informer la Ville sans délai de toutes les modifications intervenues dans ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration ou de son bureau.

### *7.5. - Demande de subvention*

L'Association présente une demande motivée de subvention par écrit avant **la fin du mois de septembre** de chaque année au plus tard.

Afin d'instruire les demandes de subvention, les associations présenteront un dossier comportant :

- les statuts de l'association,
- un justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel,
- la composition du bureau de l'association,

- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- un compte-rendu d'activité,
- les documents fournis par la Ville dûment complétés.

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet social, à sa demande, et aux lois et règlements en vigueur et notamment la réglementation en matière de débit de boissons, de braderie commerciale.

#### **Article 8. - Evaluation annuelle**

L'Association et la Ville se réunissent, *au minimum* une fois par semestre, afin d'évaluer les actions réalisées par l'Association au cours de l'exercice achevé (ou s'achevant) et de vérifier leur adéquation avec les objectifs définis à l'article 3. Un programme d'actions et d'activités sera arrêté pour l'année suivante.

Le montant de la participation financière apportée par la Ville est révisé, s'il y a lieu, en fonction de ce programme annuel,

***Les modifications annuelles portant sur le programme d'actions et d'activités sont ratifiées par les parties à la présente par un échange de simples lettres.***

***Toute autre modification de la présente convention s'avérant nécessaire ne peut être adoptée que par voie d'avenant.***

#### **Article 9. - Assurances Responsabilités**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive; l'Association doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité, de façon à ce que la Ville de ROUEN ne soit ni recherchée ni inquiétée. L'Association produit chaque année à la Ville les attestations des assurances souscrites.

#### **Article 10.- Impôts et taxes**

L'Association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet de telle sorte que la Ville de ROUEN ne puisse être inquiétée à ce sujet en aucune façon. Elle doit, en outre, faire son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes et futures constituant ses obligations fiscales.

## **Article 11. - Résiliation**

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Si le non respect de la convention est imputable à l'Association, cette dernière rembourse à la Ville la part de la subvention déjà perçue au prorata temporis de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable est signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Il en est de même en cas d'utilisation de la subvention par l'association à des fins autres que celles définies conformément aux articles 3 et 8 de la présente convention.

A ce titre, l'association s'interdit, notamment, de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

## **Article 12. - Elections de domicile**

***Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :***

***- pour l'Association, en son siège social situé 26 rue Newton, Immeuble Hyades à Rouen (76 000),***

***- pour la Ville, en l'Hôtel de Ville, place du Général de Gaulle, 76037 ROUEN cedex.***

Fait à ROUEN, le  
en 4 exemplaires.

P. le Maire de ROUEN  
par délégation,

Adjoint au Maire

P. l'Association,

Président